



1. décembre 2015

Le «retour en force» des entrepreneurs à l'Assemblée fédérale

Andrea Pilotti

Le nombre d'entrepreneurs aux Chambres fédérales a doublé entre 1980 et 2015. La professionnalisation du Parlement suisse n'a donc pas forcément affaibli les relations entre économie et politique. La forte augmentation des représentants des petites et moyennes entreprises (PME) est largement tributaire du succès de l'UDC depuis les années 1990.

Lors d'une interview en juin dernier à la *Neue Zürcher Zeitung*, le président d'économiesuisse Heinz Karrer a dénoncé l'effritement du système de milice en raison d'une professionnalisation grandissante du Parlement qui, à son avis, entraînerait une érosion de la confiance entre la politique et l'économie. Karrer déplorait un manque d'expertise économique parmi les parlementaires et appelait de ses vœux une présence plus importante des chefs d'entreprises. Pour cette raison, la fédération des entreprises suisses, forte d'une déclaration signée par plus de 200 socié-

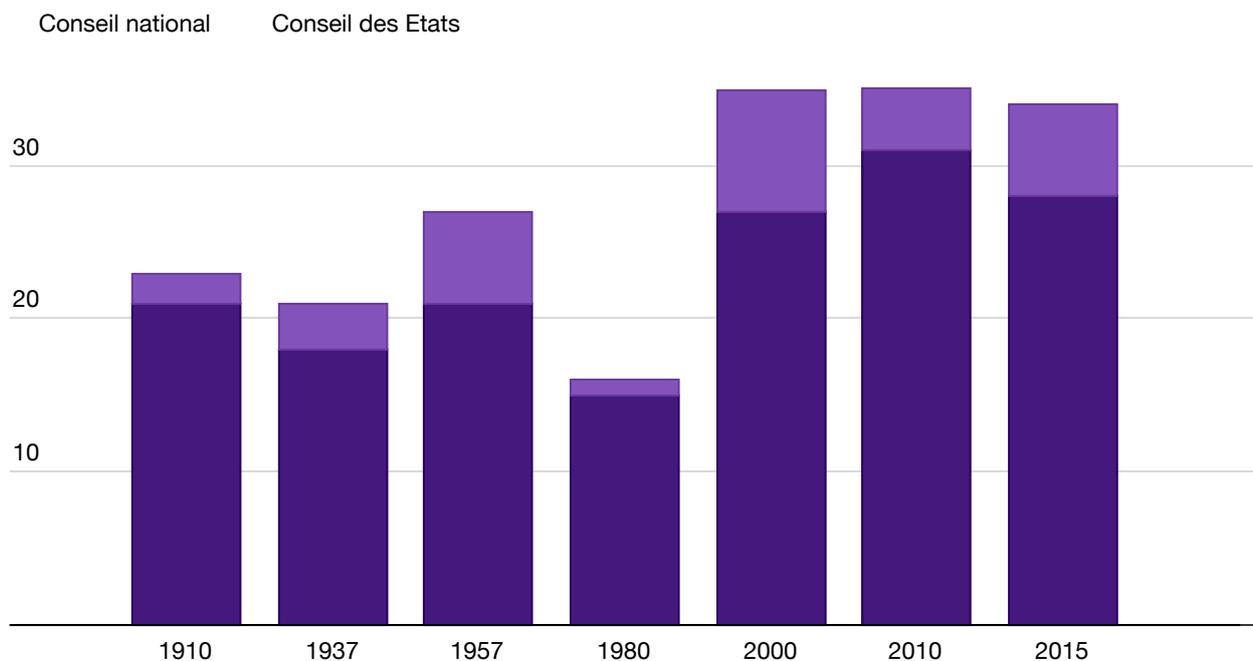
tés et organisations de différentes branches, souhaite freiner la professionnalisation du Parlement fédéral.

Nos recherches sur le recrutement parlementaire en Suisse nous permettent cependant de nuancer l'idée selon laquelle, par rapport au passé, moins d'entrepreneurs siègent de nos jours aux Chambres fédérales.

La présence des chefs d'entreprise double entre 1980 et les années 2000

Jusqu'aux années 1960–1970, au Parlement fédéral siègent toujours au moins une vingtaine de chefs d'entreprise. En 1980, le nombre d'entrepreneurs sur les bancs du Conseil national et du Conseil des Etats connaît la diminution la plus marquée au cours du 20^e siècle : plus que 16 patrons de PME. Ce recul très sensible s'explique aussi par l'arrivée des premières parlementaires femmes qui sur le plan professionnel sont actives, en majorité, comme salariées du secteur public et comme politiciennes à plein temps. La période récente se caractérise en revanche par un véritable «retour en force» des chefs d'entreprise, en raison surtout du succès de l'UDC. En effet, alors qu'en 1980 on ne comptait que 16 entrepreneurs, dans le nouveau Parlement fédéral, après les dernières élections d'octobre 2015, il y en a désormais 34 (Graphique 1). Cette évolution illustre donc, de manière générale, un certain renforcement des relations entre les milieux économiques, notamment des petites et moyennes entreprises (PME), et le Parlement.

Graphique 1: Chefs d'entreprise à l'Assemblée fédérale, 1910–2015, répartition par Chambre

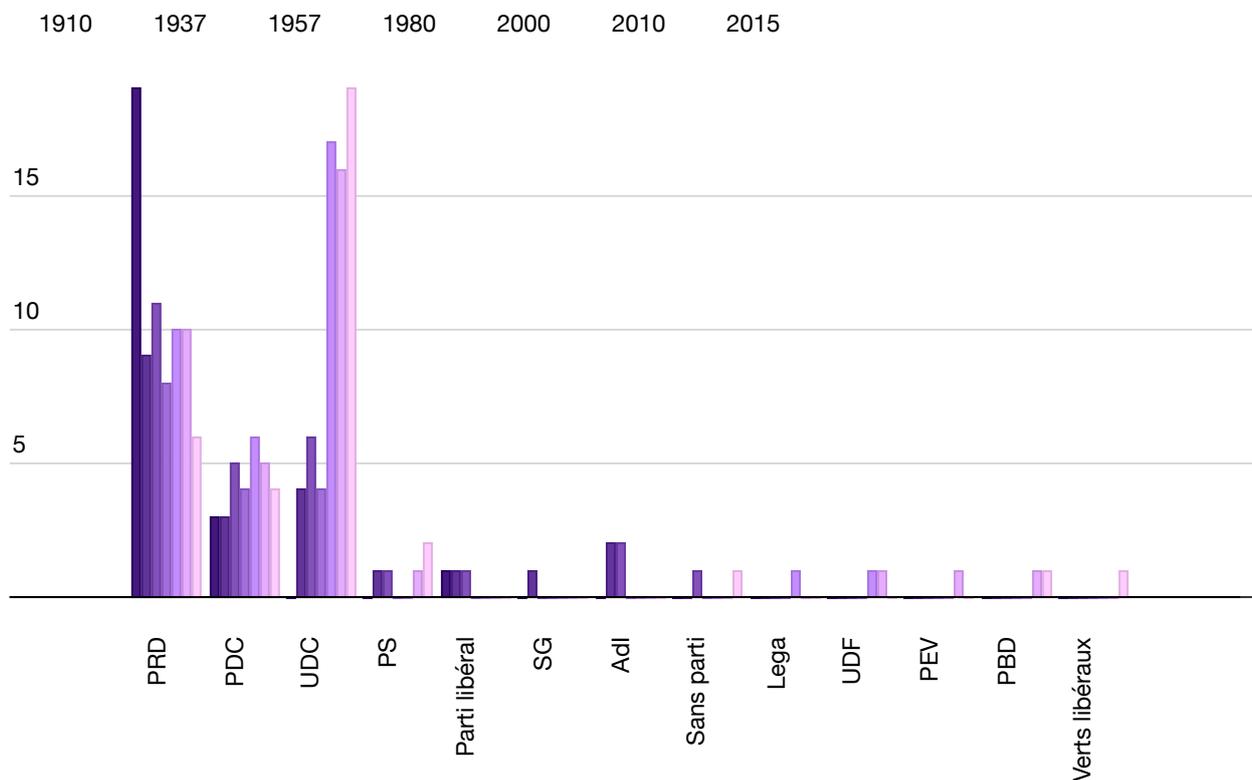


Source: Pilotti (2012, pour 1910–2010) et Services du Parlement (2015, élaborations de l'auteur).

L'UDC désormais le parti des PME

La répartition des chefs d'entreprise change profondément au cours des années 1990 et 2000. Alors qu'au cours du 20^e siècle, le PRD affiche toujours le plus grand nombre d'entrepreneurs, depuis 2000, l'UDC devient le véritable parti des PME (Graphique 2). En 2015, le parti compte plus de la moitié de tous les patrons d'entreprise siégeant à Berne (19 sur 34). Cette évolution ne fait que refléter par ailleurs la nouvelle orientation idéologique de l'UDC désormais centrée non seulement sur les intérêts de la paysannerie, mais aussi sur ceux des PME et des milieux financiers.

Graphique 2: Chefs d'entreprise par parti politique, 1910–2015



Source: Pilotti (2012, pour 1910–2010) et Services du Parlement (2015, élaborations de l'auteur).

De manière générale, nos données sur le profil professionnel des parlementaires suisses permettent de relativiser quelque peu l'idée selon laquelle la professionnalisation du Parlement suisse, à l'œuvre surtout depuis les années 1990, aurait entraîné un affaiblissement des rapports entre économie et politique. La véritable question n'est donc pas celle des liens proprement dit entre les deux sphères, qui continuent à exister bel et bien, mais plutôt de leur qualité sur laquelle les acteurs politiques et économiques peuvent et doivent ouvrir un débat.

Références

- Pilotti, Andrea (2012). *Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation (1910–2010)*. *Biographie collective des élus fédéraux et réformes du Parlement helvétique*. Thèse en sciences politiques, Université de Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques (en cours de publication).
- Université de Lausanne, [Base de données sur les élites suisses au 20e siècle](#).

Photo: [Wikimedia Commons](#)

